



- ALLEMAGNE

Généralisation du théorème de Coluche

Tout compris, la fabrication d'une automobile génère 25 t de déchets industriels divers, selon l'Institut hambourgeois de l'environnement.

Aux 3 millions d'unités qui sont produites dans l'ex-RFA, correspondent 73,5 millions de tonnes de déchets, soit 5 fois la quantité d'ordures ménagères des foyers allemands.

D'après *AFP Sciences* n° 738 du 11 oct. 1990.

- BRESIL

Controverse amazonienne

Lors du premier Symposium international d'études sur la forêt tropicale humide (octobre 1990), un chercheur de l'Institut brésilien de recherche spatiale (INPE), anticipant sur les conclusions d'un collègue de l'Université d'Harvard, a annoncé qu'il se confirmerait que la forêt amazonienne absorbe plus de gaz carbonique qu'elle n'en émet.

Elle partagerait ainsi avec les océans le rôle de régulateur de l'effet de serre.

D'après *AFP Sciences* n° 738 du 11 oct. 1990.

- ALLEMAGNE

Pervers teuton vert

Comme d'autres pays, l'ex-RFA est de plus en plus gênée par le manque de sites pour de nouvelles décharges à ordures.

«Face à cette pénurie, (elle) favorise de plus en plus le recyclage par tri sélectif, l'incinération et l'exportation de ses déchets vers les pays voisins, notamment en France où le coût de la mise en décharge est si bas (environ 50 F la tonne contre 250 F outre-Rhin...) qu'il est plus économique d'organiser un transport journalier par la route parfois jusqu'à 1 000 km du site de production».

D'après un compte rendu de mission d'O. ARTIERES (CEMAGREF, sept. 1990).

NDLR: Il faut alors ajouter au coût écologique du déchet, le coût écologique du transport... C'est d'autant plus drôle que la réduction de l'usage du pétrole et la diminution du transport automobile sont considérées comme indispensables pour éloigner le spectre du réchauffement de l'atmosphère...

• GRANDE-BRETAGNE

Albion, to be or not to be green...

Lors du Conseil des ministres de l'Environnement de la Communauté européenne, fin octobre 90, onze pays ont décidé de stabiliser les émissions de gaz carbonique en l'an 2000 à leur niveau de 1990. Le Royaume-Uni a, quant à lui, décidé de se donner cinq ans de plus...

D'après *l'resse-Environnement* n° 247 du 2 nov. 1990.

• AFRIQUE DU SUD

Auto défense

En septembre 1990, une cour de justice de Johannesburg a condamné un contrebandier zairois à une amende équivalant à environ 40 000 F pour avoir illégalement importé deux cornes de Rhinocéros et des articles d'ivoire. Le contrebandier avait été arrêté par des douaniers alertés par la taille exceptionnellement grande de sa valise. L'une des cornes pesait 12,5 kg et mesurait 1,15 m.

Cette amende est la plus élevée jamais infligée en Afrique du Sud pour un délit de ce genre. Ceci devrait freiner les ardeurs des braconniers du Rhinocéros noir, une espèce gravement menacée (les effectifs sauvages sont inférieurs à 4 000) et protégée au titre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (dite «Convention de Washington» ou CITES).

D'après un communiqué CITES du 13 sept. 1990.

Pour tous renseignements: Secrétariat du CITES, 6, rue du Maupas, CH 1000 Lausanne 9, Suisse.

• FRANCE

Confession

Lors du débat sur le Plan National pour l'Environnement, à l'Assemblée Nationale, le 9 octobre dernier, Michel BARNIER, député de Savoie et auteur d'un ouvrage (*Chacun pour tous - Le défi écologique*, Stock, 1990) qui valorisait subrepticement une mission d'information parlementaire sur l'économie de l'environnement, y a très calmement déclaré:

«Si l'écologie est restée jusqu'ici l'affaire des écologistes, c'est parce que tous les autres s'en sont moqués».

D'après *Le Monde* du 11 sept. 1990.

NDLR: *Lors de cette séance, seul Hubert CURIEN, ministre de la Recherche et de la Technologie, serait passé apporter son soutien à Brice LALONDE, tout nouveau ministre délégué à l'Environnement. Acte de contrition ne vaut pas amendement!*

• ETATS-UNIS

Pilule Valdez

A partir de 1995, les Etats-Unis vont progressivement mettre en application une réglementation rigoureuse interdisant l'accès de leurs ports aux pétroliers vétustés ou non équipés de doubles coques.

On risque alors de voir se constituer deux marchés des frets pétroliers, celui de haut de gamme des Etats-Unis et celui du reste du monde, à supposer que l'Europe et le Japon ne suivent pas Washington à la lettre sur le chapitre des règles anti-pollution...

D'après *Le Monde* du 9 sept. 1990.

NDLR: Bien des écologistes, même ministres, réclamaient la double coque depuis longtemps. Les catastrophes sont malheureusement plus persuasives que les avertissements. Les mânes du Torrey Canyon, de l'Amoco Cadiz et... celles des côtes bretonnes ne doutent pas que la France suive vite l'exemple américain. Armateurs, à vos carnets de commande!

• FRANCE

Hom-eau sapiens

«Seulement 35 % des eaux domestiques sont épurées en France.»

C'est ce qu'a déploré Michel MOUSEL, directeur de l'Eau, de la Prévention de la Pollution et des Risques du Ministère de l'Environnement, à Toulouse en septembre dernier, lors des Assises de l'eau du bassin Adour-Garonne. Il a par ailleurs déclaré qu'en cas de prolongement de la sécheresse pour un troisième automne consécutif, les problèmes seraient «considérables».

«Il faudra alors des moyens exceptionnels, notamment forer dans les nappes phréatiques profondes, les nappes historiques».

D'après *AFP-Sciences* du 4 oct. 1990.

• URSS

Beryllium tremens et zone de désastre écologique

Le président du Kazakhstan souhaite que l'Est de son territoire soit déclaré «zone de désastre économique» par les autorités soviétiques.

La République kazakhe avait, à la mi-septembre, été victime d'une importante catastrophe industrielle: l'explosion et l'incendie de l'unité de production de béryllium d'une des principales usines de combustible nucléaire du pays avaient provoqué le relargage de gaz nocifs et d'oxyde de béryllium - très toxique et cancérigène- au-dessus de la région d'Oust-Kaménogorsk.

Depuis, environ 20 000 personnes y ont manifesté pour exiger, outre l'inscription en zone de désastre écologique de la région, la mise en place d'infrastructures médicales ou d'approvisionnement destinées aux populations touchées et la compensation des dommages de santé subis, la fermeture «des usines dangereuses, y compris celles produisant du plomb et du zinc et des usines d'armement» qui en temps normal sont déjà à l'origine de pollutions chroniques graves.

D'après *AFP-Sciences* du 4 octobre 1990.

• JAPON

Le Soleil Levant passe au vert

Le 1er octobre dernier, un centre de recherche sur l'Environnement global a été inauguré à Tsukuba, ville scientifique au nord-est de Tokyo. Ce centre, qui dépend de l'Institut national pour les études sur l'environnement (principal organisme de recherche de l'Agence japonaise pour l'environnement) a pour mission de rassembler toutes les études scientifiques sur l'environnement et d'établir des bases de données.

Son budget, qui devrait atteindre 8 millions de dollars l'an prochain, permettra la mise en place d'une station de surveillance de l'atmosphère dans une île de sud du Japon, ainsi que l'achat d'un super-ordinateur destiné aux prévisions météorologiques.

D'après *AFP-Sciences* du 4 octobre 1990.

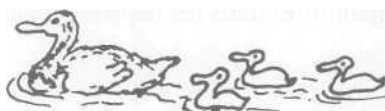
- FRANCE

Metaux lourds

Lorsqu'ils fouillent la vase pour se nourrir, les oiseaux d'eau, et en particulier les Canards, ingurgitent parfois les plombs perdus, résidus des chasses auxquelles ils ont réchappé. Cette ingestion de plomb, loin d'être inoffensive, provoque chez eux la même maladie que chez l'Homme: le saturnisme. Mourir de plomb dans l'aile ou dans l'estomac, tel est donc le dilemme du canard...

Les chasseurs, soucieux de préserver la santé de leurs futures victimes, et soutenus en cela par certains écolos, ont imaginé de remplacer les plombs des cartouches par des billes de céramique. Dans une interview publiée récemment dans un journal de chasse, Brice Lalonde a annoncé qu'un programme de recherche était engagé sur ces projectiles alternatifs. Il aurait été évidemment impensable d'interdire la chasse au-dessus des étangs et peu réaliste d'apprendre aux volatiles à éviter l'ingestion, volontaire ou accidentelle, de plomb.

D'après *AFP-Sciences* du 4 oct. 1990.



- ALLEMAGNE

Ejusdem farinae

Les industriels bavarois de la meunerie s'opposent à nouveau à l'épandage dans les champs des boues de stations d'épuration. Ils craignent l'accumulation des métaux lourds dans les céréales.

D'après *Presse-Environnement* du 4 oct. 1990.

- SUEDE

Pour un PNB vert

Une commission a été nommée par le gouvernement suédois pour examiner si les comptes nationaux (qui mesurent la richesse du pays en termes de produit national brut) pouvaient être accompagnés de comptes portant sur les ressources naturelles et l'environnement. Un rapport doit être présenté d'ici le 1er avril 1991.

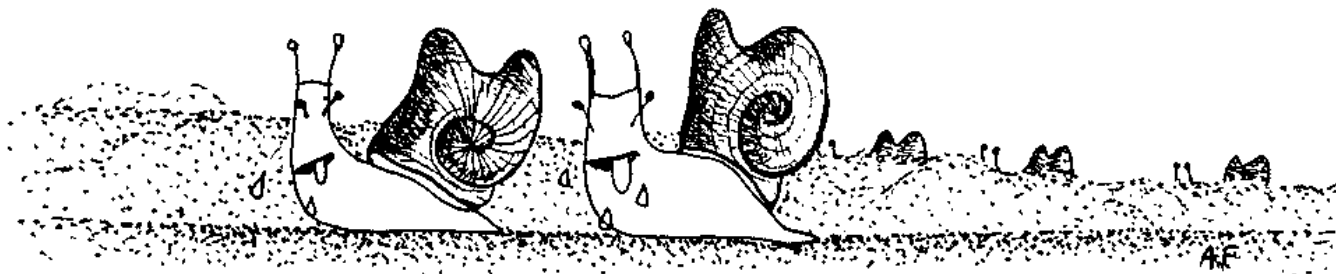
D'après *IPresse-Environnement* du 30 août 1990.

- FRANCE

Par exemple...

La centrale laitière d'Argis, dans l'Ain, ne polluera plus la rivière l'Albarine. Une station d'épuration s'occupe désormais de traiter les 1 200 m³ quotidiens d'eaux usées que rejette la centrale. Les boues seront utilisées par un syndicat de 22 agriculteurs du Valromey, à qui elles seront livrées gratuitement. Un plan d'épandage a été mis en place par la Chambre d'agriculture de l'Ain, des analyses de sols ont été réalisées sur 22 parcelles témoins et la valeur organique des boues sera mesurée régulièrement. L'emploi d'engrais chimiques devrait être réduit de 80%.

D'après *Presse-Environnement* du 4 oct. 1990.



- ISRAEL

Bavures dans le désert

Des recherches viennent de mettre en évidence la contribution importante de 3 espèces d'Escargots à la fertilisation des terres désertiques. Leurs excréments libèrent une quantité relativement notable d'azote à la sous-face humide des cailloux et interviennent ainsi de façon non négligeable dans le bilan de l'azote en milieu désertique et la production végétale locale. Au cœur des montagnes du Néguev, les Gastéropodes rejettent chaque année 22 à 27 mg d'azote /m² de désert et fournissent au moins 27% de l'azote accumulé par les lichens.

Les ressources des écosystèmes n'ont pas fini d'étonner!

D'après *AFP-Sciences* du 6 sept. 1990.

- FRANCE

Crédit Lyonnaise

«L'amélioration et la protection de l'environnement sont au cœur de nos activités, aussi constituent-elles un axe de notre effort de recherche».

En septembre dernier, à l'inauguration de l'extension du centre de recherche de la Lyonnaise des Eaux au Pecq (Yvelines), Bernard CABARET a insisté sur l'effort de recherche global concernant l'environnement. Il a présenté les nouveaux axes de recherche qui s'ajoutent au programme «membrane» (système à membrane portatif mis au point par la Lyonnaise des Eaux en collaboration avec la Protection civile et Médecins du monde, pour obtenir de l'eau potable, destiné au secours des populations après une catastrophe naturelle).

Trois nouveaux programmes se feront en association avec des sociétés européennes dans le cadre *d'Euréka* ou *d'Esprit*. L'un, baptisé «Cité propre», étudie l'ensemble des pollutions que produisent et que rejettent les villes; un autre, qui s'attache à la «station d'épuration de l'an 2000» est engagé sur quatre ans avec 5 sociétés étrangères (belge, américaine, danoise, suédoise, suisse).

Par ailleurs, le Laboratoire d'informatique avancée de Compiègne participe à deux programmes européens sur l'intelligence artificielle appliquée à la maîtrise de l'environnement: il s'agit de *Playdirt* (maîtrise des inondations) et *Neufodi* (prévision de la consommation d'eau et diagnostic des réseaux de distribution).

La Lyonnaise des Eaux consacrer cette année 125 MF à la recherche.

D'après *Presse-Environnement* du 27 sept. 1990.

- FRANCE

Transfert

La ville nouvelle d'Evry, en banlieue parisienne, accueillera un Institut franco-américain de technologies de l'environnement. En collaboration avec la future université d'Evry, cet Institut servira de tête de pont en Europe pour le transfert de technologies américaines dans le domaine de l'environnement. Dans un premier temps la priorité sera donnée aux technologies liées à l'eau.

Une tanque de données concernant les normes et les réglementations existantes dans le monde entier sera créée dans cet Institut.

D'après *Presse-Environnement* du 27 sept. 1990.

- GRANDE-BRETAGNE

Mer du Nord

Le directeur du laboratoire «environnement» du groupe chimique ICI à Brixham (Angleterre) défend le déversement en Mer du Nord des déchets et eaux usées que pratiquent de nombreuses municipalités et des industriels comme ICI.

«La mer du Nord, dans son ensemble, ne court aucun danger de pollution. Le déversement des eaux usées en mer est une méthode saine pour traiter les déchets de la société».

Le gouvernement britannique appuie d'ailleurs cette position dans les débats menés à Bruxelles.

«Il est beaucoup plus important de comprendre l'effet de serre que de limiter la quantité d'eau usée que nous déversons», ajoute-t-il.

D'après *Presse-Environnement* du 27 sept. 1990.

NDLR: Etonnant aveu de la part d'un peuple de marins! Comme chacun sait, la mer du Nord ne court effectivement (plus) aucun risque. Le pire a déjà été commis... Et chacun sait, les marins sont en mer dès l'aurore, en mer dès le matin, en mer dans la journée...

- FRANCE

C'est déjà ça

D'après une enquête réalisée par l'UNIPS (Unité d'indicateurs de politique scientifique du CNRS), les efforts du CNRS dans le domaine de l'environnement représentent 364 chercheurs équivalents plein-temps.

Ce chiffre est voisin de celui qui a été calculé pour l'INRA (*cf.* notamment *L'INRA et l'Environnement* de B. CHEVASSUS et P. LEGRAND dans le *Courrier de la Cellule Environnement* n° 12, oct. 1990, pp. 1-14).

- FRANCE

Mouracoehonne

La rivière Mouracoehonne, qui alimente en partie les communes de Cannes et de Mandelieu, est polluée par les déversements des nombreuses entreprises grassoises de la parfumerie. Elle fera l'objet d'un plan de dépollution exceptionnel. L'Agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse devrait y participer à hauteur de 55 % de la facture totale. A Antibes, 40 MF seront investis dans les 5 ans pour assainir les berges et les eaux de la Brague.

D'après *Presse-Environnement* du 11 oct. 1990.

- FRANCE

Et pan sur le neurone triomphaliste

Dans le premier numéro (juin 1990) de *La Lettre d'Information Génération Ecologie*, bimensuelle, Brice LALONDE, partant du principe que «l'écologie, ce n'est pas gémir, c'est agir», s'est fixé au nombre de ses objectifs d'«agir pour inciter la science et la technologie à démocratiser leurs choix et à retrouver une éthique fondée sur l'épanouissement de l'Homme»; il ajoute: «Le progrès ne se subit pas, il se choisit...»

NDLR: *légères divergences:*

- *Côté Colonel Fabien:* «Tous les facteurs sont réunis aujourd'hui pour que le progrès scientifique et technique concoure à la protection de la planète, à sa valorisation» (Sylvie MAYER, Parti pris pour l'Ecologie, Messidor/Editions Sociales, Paris, 1990, p. 197);

- *Côté Descartes où, en substance, ni science, ni progrès ne se discutent et où d'après Hubert CURIEN (tel qu'il l'a annoncé aux 20 ans de La Recherche, le 26 sept. 1990) les sciences humaines ont, notamment (peut-être), pour mission de permettre aux scientifiques défaire accepter le progrès par l'opinion publique (propos de débat, évidemment sujets à caution...)!*

D'après *Génération Ecologie*, n°1, juin 1990.

- FRANCE

Ils l'ont dit

Le PDG du groupe Lyonnaise des Eaux-Dumez a déclaré le 9 novembre dernier:

«Le mouvement écologiste parle un langage neuf et décapant. Il nous revient d'apporter des solutions techniques et industrielles à ces nouveaux défis».

Pour sa part, le président de la SITA annonçait:

«qu'il n'y avait pas d'avenir pour la profession (du traitement des déchets -NDLR) sans les écologistes».

Quant au PDG de Sanofi, il déclarait malgré le revers récent connu lors d'un projet d'implantation dans le Morbihan:

«On doit travailler avec les associations (...) les municipalités n'ont pas à assurer le traitement des effluents industriels, même dans le cas de petites unités» et «l'entreprise doit être citoyenne de la cité. Elle ne peut pas faire n'importe quoi.»

D'après *Presse-Environnement* du 15 nov. 1990.

NDLR: *Encore une divergence entre l'Industrie et l'Education: il n'y a pas si longtemps que, dans L'Evénement du Jeudi, un conseiller spécial auprès du Ministre de l'Education nationale déclarait allègrement que les écologistes étaient «ringards»...*

«On ne peut vraiment pas faire n'importe quoi» aurait dit EINSTEIN après Hiroshima. Toutes proportions gardées, il semblerait que l'éthique progresse: au «on» s'est substitué un sujet défini...

• ZIMBABWE

Dilemme

Le Parc national de Huwange héberge quelque 27 500 éléphants sur une aire de 14 000 km. La densité de ces animaux est trop élevée (l'idéal est estimé à 0,8 individu/km) et l'augmentation des effectifs se poursuit au rythme de 5% par an. La forêt, le sol, les autres composantes de la faune, impalas, buffles, etc., sont gravement menacés.

Une saine gestion écologique supposerait de tuer des éléphants surnuméraires.

Cette pratique, abandonnée depuis 1986, est mal vue. L'espèce est en effet protégée et réellement en péril dans d'autres contrées de l'Afrique. Les chasseurs expérimentés (pour un abattage sélectif) sont rares. Enfin, la commercialisation de l'ivoire pose problème, cette matière étant à l'index pour décourager les braconniers.

D'après *AFP Sciences* du 8 nov. 1990.

• FRANCE

A suivre

En Alsace, certains viticulteurs sont contraints à effectuer pas moins de 10 traitements insecticides pour lutter contre les Vers de la grappe (chenilles d'*Eudémis* et de *Cochylis*) qui diminuent le rendement du vignoble et affectent la qualité du vin.

La lutte biologique utilise les *Trichogrammes*, minuscules Hyménoptères parasites des oeufs, qu'on doit élever en masse (travaux de stations INRA d'Antibes et de Versailles avec l'UNCAA, pour ce qui concerne la Pyrale du Maïs).

Tous les viticulteurs d'Alsace sont intéressés -plus seulement ceux dits «biologiques»- et le Conseil régional d'Alsace apporte son soutien financier au programme triennal de recherches conduit par le Département de Zoologie de l'INRA. Pour que cette lutte soit efficace, il faut en effet connaître précisément le cycle des ravageurs et le comportement de dispersion de l'agent biologique dans le milieu, les «trichos» devant être lâchés (à raison de 500 000 environ et sur 200 sites par ha) en coïncidence avec les pontes de leurs hôtes.

NDLR : le Courrier envisage de publier bientôt un article sur le sujet.



- EUROPE

Small is beautiful

1,1% à 1,5%: ce sera la part maximale des énergies «vertes» (renouvelables) dans la couverture des besoins de l'Europe en 2010.

Les économies d'énergie seront indispensables. Les nouvelles voitures consomment 1,5 l de moins aux 100 km qu'il y a 15 ans; en 2010 on devrait atteindre 7,5 l/100 km. Les gains les plus spectaculaires sont à attendre du côté des réfrigérateurs, congélateurs, lave-linge.

D'après *Presse Environnement* n° 234, 12 juil. 1990.

- MEDITERRANEE

Les dauphins malades comme des chiens

Après les phoques de la Mer Baltique, les dauphins de la Méditerranée sont victimes d'une sévère hécatombe. Depuis juillet en Espagne, depuis octobre en France, plusieurs centaines de ces mammifères ont été trouvés expirants ou morts. Ce sont jusqu'à 4 individus par jour qui échouent sur les plages et meurent 3 à 4 heures plus tard.

Ces animaux sont surtout des jeunes, uniquement de l'espèce *Stenella coeruleoalba*. Leurs congénères de l'Atlantique -vraisemblablement d'une population bien différente- ne sont pas touchés.

Un virus -capable de muter facilement- du groupe des Morbillivirus, voisin de celui de la maladie de Carré (des Canidés), serait le responsable de la mortalité des dauphins.

La gravité de la maladie et son caractère épidémique actuels sont dus à des facteurs environnementaux qui restent à identifier.

Un «Groupe Cétacés» est en voie de se constituer pour harmoniser les recherches au plan de la Méditerranée.

Contact: P.C. BEAUBRUN, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Laboratoire de Biogéographie et Ecologie des Vertébrés. USTL, case 94, 34095 Montpellier Cedex 05.

- EGYPTE

Gel du désert

Un gel, préparé à partir de sous-produits du raffinage et des industries de transformation du pétrole, bon marché, permet de cultiver riz, blé ou autre plante vivrière dans le désert. Ce «gel polymère de restauration et d'amendement» confère aux sols sableux la propriété de retenir l'humidité et les stabilise.

Son inventeur, le Professeur Reda Ibrahim AZZAM (Egypte), a été récompensé par le Prix africain de l'invention en matière d'environnement pour 1990.

NDLR: *On espère que les conséquences pour l'environnement de la mise en oeuvre à grande échelle de cette invention ont bien toutes été évaluées.*

D'après *AFP Sciences* du 8 nov. 1990.

- PAYS-BAS

Mi-cide volontaire

Diminuer la dépendance vis-à-vis des produits chimiques, réduire l'utilisation des matières actives phytosanitaires de 35% d'ici 1995 et d'au moins 50% d'ici l'an 2000, tels sont les objectifs proposés par les ministres de l'Agriculture et de l'Environnement des Pays-Bas.

Particularités de ce pays: la consommation de spécialités phytosanitaires y est de 50 à 75%, plus élevée que la moyenne européenne, soit de plus de 10 kg de matière active/ha/an; la nappe phréatique est rarement à plus de 2 m de la surface.

Les moyens alternatifs seront-ils suffisants?

D'après *Cultivar* n° 285 du 15 au 30 nov. 1990.

- EUROPE

la charte des vers

La Charte sur les Invertébrés est publiée dans le n° 77 de *Insectes, un autre monde parmi nous* (OPIE). Rédigée par Marian Pavan, de l'Institut d'Entomologie de l'Université de Parme (en Italie), cette charte a été adoptée par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, le 19 juin 1986.

- FRANCE

Faire-part

L'INRA met en place un Comité scientifique du programme Agrophysiologie, en charge de suivre et de développer la modélisation et d'établir les bases scientifiques d'une démarche générale.

Animé par Raymond BONHOMME, à Grignon, et par Jean-Claude MAUGET, à Clermont-Ferrand, le groupe de travail est largement ouvert à la pluridisciplinarité.

- MEDITERRANEE

ICALP au sud!

L'ICALPE (Centre international pour l'environnement alpin, basé à Chambéry) développe une mission de conseil en matière de gestion de l'espace montagnard par la coordination de recherches scientifiques et une diffusion adaptée des connaissances disponibles. Parmi ses travaux actuels, 3 projets proposés à la CCE et regroupant plus de 50 partenaires et une dizaine de pays.

L'ICALPE développe, en sus, une action spécifique en faveur de la montagne méditerranéenne, bien menacée (problèmes socio-économiques au nord, démographiques au sud, fragilité de ces écosystèmes...). Il installera une antenne dans une région caractéristique du Nord du Bassin et travaillera en collaboration avec l'Association des montagnes africaines, dans un but comparatif.

• AMERIQUE LATINE

Croco-deal

Le Secrétariat de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction), alertant les autorités brésiliennes et uruguayennes, a mis fin aux activités de trafiquants qui cherchaient à écouler 750 peaux de *Caiman latirostris*.

Le Secrétariat se préoccupe de voir les animaux rares et protégés intéresser de plus en plus les contrebandiers, Interpol et le Conseil de Coopération douanière aussi...

Contact: J.P. LE DUC Secrétariat de la CITES 6, rue du Maupas, CH1000 Lausanne 9 (Suisse).
Tél.: (41) 21 20 00 81; fax: (41) 21 20 00 84.

• EUROPE

Espoir de recyclage

90% des emballages alimentaires sont «perdus» et ils représentent 40% du poids des ordures ménagères. Ceci en France, par ailleurs premier pays producteur de PVC (230 0001).

Des pays européens voisins ont édicté des réglementations anti-PVC (polluant -quand il relargue du chlore, lors de son incinération par exemple), pénalisant les exportateurs français. Le système des contenants consignés, qu'ils utilisent à plus grande échelle, ne peut fonctionner que dans le cadre d'une distribution locale. Par ailleurs, les emballages biodégradables sont surtout bio-fragmentés...

Le PVC (en quoi sont faites nos bouteilles d'eau minérale, par exemple) et d'autres matières plastiques et composites des emballages primaires (bouteille) et secondaires (qui lient les bouteilles par lots -où s'inscrira, pour les boissons alcoolisées, la publicité désormais interdite ailleurs...) peuvent, après usage, servir à revêtir les routes et à fabriquer des piquets... mais comment les collecter efficacement? Une seconde poubelle à la maison?

D'après *Presse Environnement* du 30 août 1990.

NDLR: Les associations de protection de la nature collaborent avec les industriels de l'emballage et des boissons pour mettre au point des circuits de recyclage efficaces.

• AFRIQUE

Sol de pauvre, sol pauvre

Selon la FAO, l'érosion des sols et ses conséquences sur les ressources alimentaires constituent le problème numéro un de l'environnement, avant celui de la couche d'ozone ou de l'effet de serre.

En Afrique, la terre reçoit 11 kg/ha d'éléments nutritifs, alors que dans les régions industrialisées, ce sont 700 kg qui sont déversés par ha. Selon la FAO toujours, 80 kg/ha d'engrais (N, P ou K) serait souhaitable sur l'ensemble de la planète. D'un côté l'excès d'engrais épuise les sols, de l'autre le manque d'amendements associé au surpâturage ont entraîné la désertification de 35% du territoire et chaque année, 50 à 70 000 km² se transforment en désert.

D'où le lancement par la FAO d'un «Programme international pour la conservation et la régénération des terres en Afrique» où conservation des sols et production seront associés, où l'action internationale sera appuyée par des actions régionales et nationales, où des micro-projets traiteront des aspects concrets et immédiats, où l'on s'attachera enfin à analyser les causes profondes de l'érosion.

D'après *BIMA* du 2 nov. 1980.

• FRANCE

Aménager et ménager

Relance de la politique d'aménagement du territoire:

- Le Comité inter-ministériel d'Aménagement du territoire a ajouté 904 km d'autoroutes concédées au précédent schéma, à réaliser en 15 ans; il a précisé que sa programmation tiendra compte des résultats des études d'impact sur l'environnement (1)

- La DATAR lance 10 «programmes de recherche et de prospective» dont un sur les transports et un autre sur l'avenir des espaces ruraux qui prendront directement en compte la dimension «environnement» (2).

D'après *Presse-Environnement* n° 248, du 8 nov. 1990.

NDLR: (1) A-t-il envisagé la variante zéro? (2) Mieux vaut tard/trop que jamais.

• ITALIE

Contro l'effetto serra

La Ligue italienne pour l'environnement contre l'effet de serre adresse un pétition demandant:

- l'établissement d'une convention mondiale sur le climat garantissant l'arrêt de la destruction des forêts tropicales humides;

- la mise en route de grandes actions de reboisement;

- la réduction de 20% (en l'an 2000) des rejets de CO₂;

- la limitation très sévère des émissions de produits chimiques participant au renforcement de l'effet de serre;

- l'octroi d'aides aux pays pauvres auxquels une telle politique imposera des dépenses supplémentaires;

- que le Parlement et la Commission européenne se chargent de faire la promotion de cette initiative;

- la réunion, à partir du 30 juin 1991 du Conseil de sécurité des Nations-Unies en Conseil extraordinaire.

Contact: Lega per l'ambiente, via salaria 280, Rome (Italie).